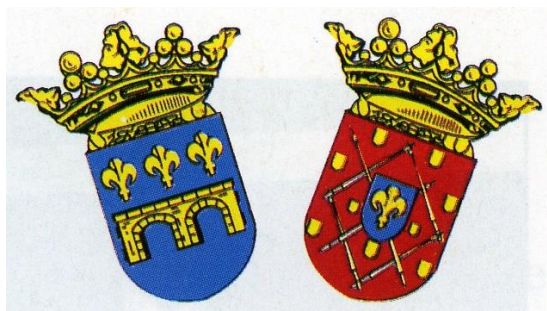


DEPARTEMENT DU VAR

COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

25, Avenue de la Gare
83720 TRANS EN PROVENCE

Tél. : 04.98.10.43.20 ~ Fax. : 04.98.10.43.29

CREATION D'UN RESEAU PLUVIAL CHEMIN DES BOIS ROUTS

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

POUVOIR ADJUDICATEUR : COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

Hôtel de ville – 25 avenue de la Gare
83720 TRANS EN PROVENCE

TEL: 04.98.10.43.24

BUREAU D'ETUDES :

CAPS

631 chemin des Suous
83720 TRANS EN PROVENCE

Remise des offres fixée au : 22 juin 2021 avant 12h00

Le présent Règlement de Consultation comprend 15 pages dont la page de couverture.

Règlement de la Consultation (R.C.)

Personne publique

Commune de TRANS EN PROVENCE

Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le Maire de TRANS EN PROVENCE

Objet de la consultation

Travaux de création d'un réseau pluvial chemin des Bois Routs

Date d'envoi de l'avis à la publication

L'avis a été envoyé à la publication le : **08 juin 2021**

Remise des offres

Date limite de réception : **le mardi 22 juin 2021 avant 12h00**

Tous les montants figurant dans le présent document sont exprimés en Euros.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1. OBJET DE LA CONSULTATION	5
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1. PROCEDURE DE LA CONSULTATION.....	5
2.2. MAITRISE D'ŒUVRE. MAITRISE DE CHANTIER	5
2.3. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
2.4. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
2.5. COMPLEMENTS A APPORTER AU CCAP ET CCTP	6
2.6. NATURE DES OFFRES	6
2.6.1. <i>Nombre de solution(s) de base</i>	6
2.6.2. <i>Variantes</i>	6
2.7. MODALITES DE REGLEMENT ET PRIX	6
2.7.1. <i>Mode de paiement</i>	6
2.7.2. <i>Délai de paiement</i>	6
2.7.3. <i>Avance</i>	6
2.7.4. <i>Acomptes</i>	6
2.8. DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	6
2.9. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	6
2.10. MESURES PARTICULIERES.....	7
2.10.1. <i>Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé</i>	7
2.10.2. <i>Mesures particulières concernant la propreté en site urbain</i>	7
2.10.3. <i>Visite sur site</i>	7
2.11. CADRE REGLEMENTAIRE.....	7
2.11.1. <i>S.P.S.</i>	7
2.11.2. <i>Texte Hygiène et Sécurité</i>	7
3. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	7
3.1. CLAUSE DE RECONDUCTION DU MARCHE.....	7
3.2. DUREE DU MARCHE.....	7
3.3. REMISE EN COMPETITION DES TITULAIRES	8
3.4. DELAIS D'EXECUTION – DATE D'INTERVENTION - ASTREINTES.....	8
3.5. TRAVAUX URGENTS	8
4. NATURE DES CANDIDATS.....	8
5. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
5.1. MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION	8

5.2.	MODALITES DE PRESENTATION DE L'OFFRE.....	8
5.2.1.	<i>Pièces de la candidature :</i>	8
5.2.2.	<i>Pièces de l'offre :</i>	10
5.3.	AUDITION DES CANDIDATS.....	11
5.4.	REMISE D'ECHANTILLONS	11
6.	ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES..	11
6.1.	ANALYSE DES CANDIDATURES.....	11
6.2.	JUGEMENT DES OFFRES	11
6.3.	NEGOCIATION	13
7.	MODALITES DE RECEPTION DES OFFRES.....	14
7.1.	MODALITES DE REMISE PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	14
8.	INDEMNITES DES CANDIDATS AYANT REMIS UNE OFFRE	14
9.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14
	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES :	14
10.	RECOURS	14

1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne des travaux création d'un réseau pluvial chemin des Bois Routs sur la commune de TRANS EN PROVENCE.

2. Conditions de la consultation

2.1. Procédure de la consultation

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée, article R2123-4 du code de la commande publique.

2.2. Maîtrise d'œuvre. Maîtrise de chantier

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

The logo for CAPS, featuring the word 'CAPS' in a stylized, handwritten-style font with a small flourish underneath.

631 chemin des suous
83720 TRANS EN PROVENCE
Tél : 06.61.66.36.08 / Fax : 09.81.40.29.52
Email : guy.tezenas@becaps.fr

2.3. Décomposition en tranches et lots

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches et n'est pas alloti.

2.4. Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Le présent marché pourra être attribué :

- Soit à une entreprise isolée
- Soit à des entreprises groupées solidaires

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'offre sera présentée par une seule entreprise et devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire en fournissant, suivant les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique, les documents suivants :

- La déclaration du sous-traitant mentionnant les éléments figurant à l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant que celui-ci ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir.
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant que celui-ci n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal.

2.5. Compléments à apporter au CCAP et CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments aux Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

2.6. Nature des offres

2.6.1. Nombre de solution(s) de base

Le dossier de consultation comporte une solution de base.

Les candidats devront répondre à la solution.

2.6.2. Variantes

Non autorisées.

2.7. Modalités de règlement et prix

2.7.1. Mode de paiement

Le mode de paiement est prévu à l'article 3.4.6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif.

2.7.2. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique. Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant. Le taux applicable est celui de l'intérêt légal en vigueur selon les dispositions du code de la commande publique, articles R2192-31 au R2192-36.

2.7.3. Avance

Une avance peut être accordée au titulaire du marché, dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique.

2.7.4. Acomptes

Conformément aux articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du Marché ouvrent droit à des acomptes.

2.8. Délai de modification de détail au Dossier de Consultation des Entreprises

La personne publique se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au présent document

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Le délai ci-dessus fixé sera alors décompté à partir de la date à laquelle les candidats auront reçu les modifications. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.10. Mesures particulières

2.10.1. Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Le Maître d'Ouvrage a classé cette opération sous le régime d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) joint au présent dossier d'appel d'offre.

Le candidat adjudicataire aura à le compléter pendant la période de préparation avant le début des travaux.

Les travaux concernant les Voies et Réseaux Divers du chantier à réaliser préalablement à l'ouverture du chantier proprement dit seront exécutés pendant la période de préparation prévue à l'article 8 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Les candidats devront fournir à l'appui de leur offre toutes précisions sur les raccordements aux réseaux qui leur seront nécessaires (voirie, eau, électricité, égouts, etc.) en distinguant les besoins intéressant particulièrement la sécurité et la protection de la santé conformément aux dispositions de la section 7 du décret du 26 décembre 1994.

2.10.2. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Le chantier étant en zone pavillonnaire, l'entreprise devra veiller à garder le chantier propre et sécurisé pendant toute sa durée.

2.10.3. Visite sur site

Une visite sur site est obligatoire. Un certificat de visite sera remis lors de cette visite et sera être joint à l'offre.

Le candidat qui souhaite effectuer la visite devra se rapprocher du maître d'œuvre pour prendre rendez-vous au :



Monsieur TEZENAS DU MONTCEL

au 06 61 66 36 08

ou par mail guy.tezenas@becaps.fr

La prise de rendez-vous devra être faite au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

2.11. Cadre réglementaire

2.11.1. S.P.S.

Les prestations sont placées sous le régime d'un Plan de Prévention des Risques joint au présent dossier d'appel d'offre.

2.11.2. Texte Hygiène et Sécurité

Les entreprises tiendront compte des mesures énoncées dans le Plan de Prévention des Risques (PPR) joint au présent dossier d'appel d'offre.

3. Conditions d'exécution du marché

3.1. Clause de reconduction du marché

Il n'est pas prévu de reconduction.

3.2. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour la durée des travaux.

3.3. Remise en compétition des titulaires

Il n'est prévu aucune disposition particulière.

3.4. Délais d'exécution – Date d'intervention - astreintes

Les délais et la date d'intervention sont définis selon les prescriptions proposées par le candidat et indiquées dans le cadre de l'acte d'engagement.

Le mémoire (à établir par l'entreprise) précisera notamment les moyens que l'entreprise se propose de mettre en œuvre pour respecter les délais (fait partie des critères techniques).

3.5. Travaux Urgents

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux travaux ou prestations urgent(e)s défini(e)s à l'article 4.3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

L'entreprise est invitée dans le cadre de l'acte d'engagement à présenter son meilleur délai dans le cadre des interventions d'urgence.

4. Nature des candidats

La personne publique ne pose aucune restriction quant à la nature des candidats à la présente consultation.

5. Modalités de présentation des candidatures et des offres

5.1. Modalités de remise du dossier de consultation

Un exemplaire du dossier complet est téléchargeable sur le site de dématérialisation des marchés publics : www.marches-securises.fr ou sur le site officiel de la Mairie.

5.2. Modalités de présentation de l'offre

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française, et exprimées en euros.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

5.2.1. Pièces de la candidature :

- ✓ Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa **DC1**),
- ✓ Déclaration du candidat (imprimé Cerfa **DC2**),
Les imprimés Cerfa DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.
- ✓ Déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R2343-3 du code de la commande publique ; que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir et que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2019,
- ✓ Déclaration sur l'honneur que le candidat est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés,

- ✓ Documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article R2343-3 du code de la commande publique.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2343-3 du code de la commande publique.

Ce document sera rédigé en langue française.

Documents justificatifs à produire (articles R2142-1 à R2142-14 du code de la commande publique) :

Capacités économiques et financières :

- ✓ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices
- ✓ Déclarations appropriées de banques ou le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents

Capacités techniques et professionnelles du candidat :

- ✓ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- ✓ Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestations de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
- ✓ Certificat de qualification professionnelle adapté aux travaux faisant l'objet du marché ou certificats d'identité professionnelle ou références de travaux attestant de la compétence du candidat.
- ✓ Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour l'exécution du marché

A défaut des qualifications professionnelles exigées, la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen notamment par la présentation d'une liste précise des principales références contrôlables pour des opérations équivalentes à celles objet du présent marché au cours des trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Ces références devront être détaillées et faire apparaître précisément les missions effectuées et leurs montants.

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur pour l'exécution des prestations, le candidat fournit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'entrepreneur (ainsi que ses cotraitants et sous-traitants) devra joindre une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis à vis des tiers et du maître d'ouvrage à la suite de tous dommages corporels, matériels, ou immatériels survenant pendant ou après les travaux. Attestation d'assurance civile et décennale.

En cas de groupement, chacun des membres doit transmettre les documents et renseignements ainsi énumérés.

5.2.2. Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- ✓ **L'acte d'engagement (A.E.)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.
Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).
Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe, les mêmes pièces que celles demandées au titulaire du marché.
- ✓ **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**, à accepter sans modification et à signer,
- ✓ **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)**, à accepter sans modification et à signer,
- ✓ **Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)**, à compléter sans modification et **à remettre au format EXCEL du marché**,
- ✓ **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)**, à compléter sans modification et à signer,
- ✓ **Un mémoire justificatif** des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

A ce document **seront obligatoirement joints** des documents explicatifs, en particulier il devra y apparaître, **en conservant l'ordre des points**, les renseignements suivants :

- 1) Plans d'exécution, programme détaillé d'exécution avec phasages et moyens mis en œuvre en adéquation avec les délais proposés dans l'acte d'engagement, planning prévisionnel d'exécution détaillé
- 2) Plan de principe du balisage, de la signalisation et mesures prises pour assurer la sécurité du personnel et des propriétaires,
- 3) Mesures prises pour assurer le maintien de la circulation des usagers du chemin des Bois Routs et l'accès aux propriétés en fonction de l'avancement des travaux,
- 4) Matériels spécifiques au terrassement, réseaux et matériels de protection des travaux en tranchée (blindage) détenus en propre par l'entreprise que l'entrepreneur prévoit pour l'exécution du marché ou méthodologie employée
- 5) Descriptif technique des matériaux à mettre en œuvre pendant l'exécution du marché et notamment :
 - a. Les tuyaux PVC ou PE,
 - b. Les regards, tampons et grilles,
 - c. Les caniveaux et grilles
 - d. Les matériaux de remblaiement des tranchées
 - e. Les matériaux de réfection des voiries
 - f. Le lieu de décharge envisagé

- 6) La notice relative aux objectifs de développement durable : indications sur les diverses actions **propres au chantier** mises en œuvre par le candidat ou que ce dernier entend mettre en œuvre pendant la durée d'exécution du marché au sein de son activité en matière d'objectifs de développement durable, en particulier, protection et mise en valeur de l'environnement (gestion des déchets, mesures prises en matière de diminution des rejets polluants, etc...)

✓ **Le PV de visite** dûment complété et signé par le maître d'œuvre.

L'absence de l'une quelconque des pièces énumérées ci-dessus entraînera le rejet de l'offre.

5.3. Audition des candidats

Conformément aux dispositions du code des marchés publics, il n'est pas prévu d'audition des candidats.

5.4. Remise d'échantillons

Il n'est pas prévu de remise d'échantillon par les candidats.

6. Analyse des candidatures et jugement des offres

6.1. Analyse des candidatures

Les candidatures sont examinées comme stipulées aux articles R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique.

6.2. Jugement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à R2152-5 du code de la commande publique.

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, la pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

Critères	Pondérations
1 – Prix des prestations	50%
2 – Valeur technique	40%
3 – Délais	10%

Les offres seront notées sur 50 points pour les critères prix des prestations, 40 points pour le critère valeur technique et 10 points pour le critère délai.

Il sera fait ensuite l'addition des 3 notes pour obtenir la note finale.

Critère 1 : Prix (sur 50 points)

Principe de notation : la meilleure offre obtient 50 points

Note de l'offre des autres candidats = (50 x meilleure offre) / offre du candidat).

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le devis estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servis à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Critère 2 : Valeur technique (sur 40 points)

Il est porté à l'attention des candidats que faute de respecter intégralement et scrupuleusement l'ordre des points ci-dessous, le mémoire technique proposé ne sera pas analysé et le candidat se verra attribué la note globale de 0 sur le critère valeur technique.

1. Plans d'exécution, programme détaillé d'exécution avec phasages et moyens mis en œuvre en adéquation avec les délais proposés dans l'acte d'engagement, planning prévisionnel d'exécution détaillé – **10 points**
2. Plan de principe du balisage, de la signalisation et mesures prises pour assurer la sécurité du personnel et des propriétaires – **5 points**
3. Mesures prises pour assurer le maintien de la circulation des usagers du chemin des Bois Routs et l'accès aux propriétés en fonction de l'avancement du chantier – **10 points**
4. Matériels spécifiques au terrassement, réseaux et matériels de protection des travaux en tranchée (blindage) détenus en propre par l'entreprise que l'entrepreneur prévoit pour l'exécution du marché ou méthodologie employée – **5 points**
5. Descriptif technique des matériaux à mettre en œuvre pendant l'exécution du marché - **5 points**
6. La notice relative aux objectifs de développement durable – **5 points**

Détail des points attribués	Sous critère noté sur 5 points	Sous critère noté sur 10 points
Absence d'indications ou non-conformes aux spécifications du marché	0 point	0 point
Indications insuffisantes ne permettant pas d'apprécier pleinement la qualité de l'offre et /ou de niveau très peu ou pas attractif	1 point	2 points
Indications correctes répondant juste aux attentes de l'acheteur sans plus-value particulière	2 points	4 points
Indications précises et pertinentes, offre présentant un caractère attractif	3 points	6 points
Indications très précises et pertinentes répondant aux attentes de l'acheteur, offre présentant un caractère très attractif	4 points	8 points
Indications très pertinentes apportant une plus-value aux attentes de l'acheteur	5 points	10 points

Note totale du critère 2 de chaque candidat = somme des notes de chaque sous critère.

Le

Critère 3 : Délai (sur 10 points)

Délai d'exécution total noté sur **10 points**

L'offre la plus performante obtiendra le nombre de points maximum.

Note de l'offre des autres candidats par sous critère = (nombre de points maximum du sous critère x meilleure offre) / offre du candidat).

Note finale (sur 100 points) :

La note totale de chaque candidat est la somme des notes des 3 critères :

- Prix des prestations
- Valeur technique
- Délai.

De plus, le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve, le cas échéant, que celui-ci produise dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article R2344-1 du code de la commande publique.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, son offre est rejetée sans possibilité de régularisation ultérieure. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur présente alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

6.3. Négociation

A l'issue de la Commission d'Ouverture des Plis, le pouvoir adjudicateur se laisse le droit de négocier tout élément de leur proposition avec les 3 candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes.

En cas de négociation, les modalités de celle-ci seront portées à la connaissance des candidats. La participation aux négociations ne donnera lieu à aucune indemnité.

A l'issue de chaque phase de négociation, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre afin de prendre en compte les modifications issues de la négociation. C'est sur la base de cette nouvelle offre que sera effectué le classement final des candidats.

7. Modalités de réception des offres

7.1. Modalités de remise par voie électronique

Les remises par voie électronique devront être effectuées sur le site :

<https://www.marches-securises.fr>

avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

8. Indemnités des candidats ayant remis une offre

Il n'est pas prévu de primes versées aux candidats.

9. Renseignements complémentaires

Renseignements complémentaires administratifs et techniques :

Pour obtenir tous les renseignements administratifs et techniques complémentaires sur le cahier des charges qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres, une demande sur le site internet :

www.marches-securises.fr

Une réponse sera alors adressée au plus tard sous huit jours à tous les candidats ayant retiré le dossier.

10. Recours

L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif de Toulon

5, rue Racine

BP 40510 - 83041 TOULON Cedex 9

Tél : 04 94 42 79 30 - Fax : 04 94 42 79 89

greffe.ta-toulon@juradm.fr

Web : <http://toulon.tribunal-administratif.fr/>

Organe chargé des procédures de médiation :

Tribunal administratif de Toulon

5 rue Racine

BP 40510 - 83041 Toulon Cedex 9

Tél : 04 94 42 79 30 - Fax : 04 94 42 79 89

greffe.ta-toulon@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

La procédure de passation peut faire l'objet d'un référé précontractuel tant que le marché en cause n'est pas signé par la personne publique, ladite signature ne pouvant intervenir que 10 jours après notification des décisions de rejets (article L 551-1 du Code de Justice Administrative). Après signature du contrat, les candidats évincés peuvent conformément à l'arrêt du 16.7.2007 rendu par le Conseil d'état exercer un recours de pleine juridiction pour contester devant le juge administratif la validité du contrat.

Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique par la publication de l'avis d'attribution. Ce recours peut être assorti d'une saisine du juge des référés sur le fondement de l'article L 521-1 du Code de Justice Administrative tendant à solliciter la suspension de l'exécution du marché.